

# Consultation publique - Avocats au Conseil d'État et à la Cour de Cassation

Publié le 09 mars 2020

---

L'Autorité de la concurrence lance une consultation publique en vue de préparer un nouvel avis relatif à la liberté d'installation de ces professionnels

## **La loi prévoit une révision des recommandations de créations d'offices d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation au moins tous les deux ans**

L'Autorité lance aujourd'hui la procédure prévue à l'article L. 462-4-2 du code de commerce en vue d'élaborer un nouvel avis sur la liberté d'installation des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation et réviser ses recommandations en matière de création d'offices.

La loi prévoit en effet que ces recommandations, formulées « *en vue d'améliorer l'accès* » à ces offices, « *sont rendues publiques au moins tous les deux ans* ». Cette mission de l'Autorité résulte des dispositions de l'article 57 de la loi du n° 2015-990 du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité de chances économiques (dite « loi Macron »).

Pour mémoire, le dernier avis<sup>1</sup> relatif à cette profession a été publié au *Journal Officiel* du 1<sup>er</sup> novembre 2018. L'Autorité y recommandait de porter le nombre d'offices d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation de 64 à 68.

Ainsi, quatre offices supplémentaires ont été créés par arrêté du garde des Sceaux, ministre de la justice<sup>2</sup> et, après avis d'une commission instituée par voie réglementaire<sup>3</sup>, attribués par arrêtés<sup>4</sup> à trois professionnels exerçant à titre individuel et à une société civile professionnelle comptant deux associés.

Au total, depuis l'entrée en vigueur de la loi Macron, les recommandations formulées par l'Autorité en 2016 et 2018 ont permis à dix nouveaux professionnels libéraux d'embrasser cette carrière dans un office créé.

## **Une consultation publique pour éclairer les nouvelles recommandations de l'Autorité**

La consultation publique lancée ce jour marque le début des travaux de révision des recommandations pour la période 2020 – 2022. Sont invités à y participer : les avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation en exercice (y compris les créateurs d'office), toute personne remplissant les conditions requises pour exercer cette profession (notamment les candidats à l'installation), les instances représentatives de la profession, les associations de consommateurs agréées, les associations, groupements et syndicats de professionnels, ainsi que toute autre personne estimant avoir un intérêt à prendre part à cette consultation. Les différentes contributions ainsi recueillies seront utiles à l'analyse menée par l'Autorité.

L'Autorité a identifié plusieurs enjeux importants sur lesquels les acteurs concernés sont invités à formuler des observations :

- le retour d'expérience des avocats au Conseil d'État et à la Cour de cassation nouvellement installés ;
- l'impact des installations sur les différentes parties concernées (professionnels en place, clientèle des offices, juridictions) ;
- la procédure de nomination dans les offices créés ;
- l'accès des femmes et des jeunes diplômés à la profession ;

## **Les contributeurs sont invités à répondre au questionnaire accessible en ligne en cliquant sur le lien ci-dessous avant le 9 avril 2020<sup>5</sup>.**

Les réponses individuelles à ce questionnaire sont confidentielles. Seuls des résultats agrégés et anonymes sont susceptibles d'être rendus publics.

<sup>1</sup>*Avis n° 18-A-11 du 25 octobre 2018 relatif à la liberté d'installation et à des recommandations de créations d'offices d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation, JORF n° 0253 du 1<sup>er</sup> novembre 2018.*

<sup>2</sup>*Arrêté du 22 mars 2019, JORF n° 0071 texte n° 10.*

<sup>3</sup>*Article 27 du décret n° 2016-652 du 20 mai 2016 modifiant les conditions d'accès à la profession d'avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation.*

<sup>4</sup>*Arrêtés du 28 mai 2019, JORF n° 0126 du 1<sup>er</sup> juin 2019 texte n° 101 et JORF n° 0128 du 4 juin 2019 texte n° 46, et arrêtés du 11 décembre 2019, JORF n° 0288 du 12 décembre 2019 textes 57 et 58.*

<sup>5</sup>*A la suite de la suspension, puis de la reprise des délais liées à l'état d'urgence sanitaire, la date limite de réponse a été prorogée au 30 juin 2020 (voir communiqué de presse du 18 mai 2020)*

### **QUESTIONNAIRE**

avocats aux conseils

Consulter le  
questionnaire

## Contact(s)

Yannick Le Dorze  
Adjoint à la directrice de la  
communication  
01 55 04 02 14  
[Contacter par mail](#)